

Pour les réfugiés mineurs, c'est aussi la rentrée

Grèce L'éducation se trouve face à un défi de taille: accueillir 20 000 nouveaux élèves.

Reportage **Angélique Kourounis**
Correspondante à Athènes

Tunique noire sur jean noir, un grand foulard blanc couvrant ses cheveux, Souzan, la trentaine, milite activement au sein de sa communauté pour pousser les mamans à envoyer leurs enfants à l'école. La rentrée en Grèce, c'est le 12 septembre, et cette mère réfugiée syrienne ne tient pas à ce que ses enfants la loupent. "Cela fait des mois qu'ils tournent en rond à ne rien faire. Jouer, participer aux activités, ça va un moment. Maintenant il faut qu'ils soient cadrés et qu'ils se structurent", dit-elle en surveillant sa petite dernière, Rana, huit ans, qui avec un appareil photo prêté par un volontaire, joue à la photoreporter. Sa grande, Lina, 15 ans, est à côté d'elle. Elle ne porte pas le voile. "Mes filles décideront elles-mêmes si elles le porteront ou pas", lâche-t-elle fièrement avec un sourire à tomber raide.

Lina et Rana iront lundi à l'école du quartier rue Acharmon près du Plaza Hotel, un hôtel squatté par des volontaires qui l'ont mis à la disposition des réfugiés et migrants. Tout l'été, avec les quelque 150 autres enfants de l'hôtel, elles s'y sont préparées. Elles ont suivi des cours de rattrapage en grec et des cours d'anglais pour pouvoir discuter avec les petits Grecs – cours offerts par des professeurs bénévoles. "Quand on a annoncé que les cours allaient commencer, en moins de 10 minutes on s'est retrouvé avec toute une ribambelle d'enfants soigneusement peignés avec des sacs et des vêtements neufs, se tenant la main deux par deux dans le hall d'entrée", se souvient en riant Olga, une institutrice bénévole. "Ils croyaient qu'ils allaient aller pour de bon à l'école. Ils n'attendent que ça."

"On sera prêt", assure le ministre

Le ministère de l'Éducation est conscient de cette attente, d'autant que pas moins de 18 000 à 20 000 demandeurs d'asile et migrants mineurs sont enregistrés officiellement sur le territoire grec et que tous sont supposés retourner à l'école cette année, quel que soit leur âge: "On sera prêt", assure avec aplomb Nikos Filis, ministre de l'Éducation du gouvernement de gauche radicale dirigé par Alexis Tsipras. "C'est une première, il y a aura des problèmes c'est sûr, mais le 1^{er} octobre au plus tard tout sera réglé."

C'est pourtant tout sauf facile de relever ce défi pour un pays en récession et en profonde crise économique depuis sept ans. Car qui dit école dit livres, professeurs, salles de classes – chauffées en hiver –, etc. Or, chroniquement, la Grèce est en manque de professeurs et instituteurs à chaque rentrée. Il n'y a pas assez de bibliothèques, de cantines, encore moins d'ordinateurs pour tous les élèves et souvent le transport scolaire fait défaut.

La priorité : sortir les enfants des camps

Du haut de son bureau, Nikos Filis balaie l'argument: "Malgré les difficultés on a trouvé un moyen. Nous avons estimé à 7 millions d'euros le coût pour 9 mois, pour les salaires des nouveaux professeurs engagés, la création d'unités scolaires là où il n'y a rien, comme dans les nouveaux camps de réfugiés, et les jardins d'enfants. Tout ira bien, vous verrez, mais on va apprendre en marchant, c'est sûr." Même son de cloche du côté de l'Office international des migrations (OIM), qui cette année a pris en charge le coût du transport des élèves vers

leur établissement scolaire. Pour Daniel Esdras, qui dirige la branche grecque de l'OMI, la priorité est de sortir les gamins des camps: "Sinon cela devient des ghettos. On veut absolument éviter ça." Sauf qu'il est "difficile", selon Irini Kondaridou, professeur de lettres et d'histoire, "de mettre dans une même classe des enfants qui ne parlent pas la même langue, même s'ils ont le même âge". Surtout, insiste-t-elle, "que le ministère ne nous a fait aucun séminaire de

préparation et n'a imprimé aucun livre spécialement pour ces enfants réfugiés".

Convaincre les parents

Nikos Filis ne nie pas que les obstacles sont nombreux, et élevés: "Le plus difficile est de trouver des professeurs et des instituteurs parlant le pachtoun, l'ourdou, le farsi, l'arabe et le grec en même temps. Ce ne sont pas des langues très courantes en Grèce. Il nous en faut au moins quelques-uns. Ce n'est pas qu'une question de communication linguistique, mais de confiance. Ils doivent nous faire confiance et si on ne communique pas on n'arrive pas à convaincre les parents de laisser leurs enfants aller à l'école. On ne peut pas les obliger après tout ce qu'ils ont subi. Il faut convaincre."

C'est là que des femmes comme Souzan interviennent: "A celles qui hésitent à lâcher leurs petits, je leur dis que nous allons être nombreux dans la même école, dit-elle. Les mères ont peur de laisser leurs enfants seuls dans un environnement aussi différent de celui qu'ils ont connu. Beaucoup n'ont jamais été à l'école. Quant aux adolescents c'est encore plus compliqué pour eux. Alors s'ils se retrouvent ensemble dans une école par groupes de dix, ça passe plus facilement."

Se prostituer rapporte. Pas l'école

Message reçu au ministère qui a finalement décidé de couper la poire en deux. Les enfants réfugiés et migrants iront à l'école grecque, après la fin des cours "normaux" des élèves grecs. Mêmes écoles, mêmes classes mais à des heures différentes, à ceci près qu'ils mangeront et joueront avec les enfants grecs: "On va les faire arriver un peu avant que les autres ne partent comme ça ils feront connaissance. Ça va marcher, vous verrez", défend Nikos Filis. Dans les grandes villes, certainement, mais dans les villages et les camps éloignés des centres-villes? "On verra. Là aussi on va trouver une solution", affirme-t-il.

Mais pour Daniel Esdras, l'urgence est ailleurs. Dans les parcs où les petits Afghans se prostituent pour 50 euros par nuit. "Quand je leur dis d'aller à l'école ils me répondent: 'Vous allez me donner les 50 euros que je gagne?' Non, je ne peux pas les leur donner et à ça, je n'ai pas de solution."

20 000

**MINEURS MIGRANTS
EN GRÈCE**

Tous sont supposés retourner à l'école cette année, quel que soit leur âge.



Le Royaume-Uni va construire un mur anti-migrants à Calais

Les travaux de construction d'un mur destiné à empêcher des migrants de s'introduire à bord de poids lourds à destination du Royaume-Uni vont commencer ce mois-ci à Calais. Aux abords de la ville nordiste des Hauts-de-France, (sur)vivent dans un camp surnommé la "jungle" plusieurs milliers de migrants qui espèrent pouvoir passer un jour de l'autre côté de la Manche. *"Nous allons entamer la construction de ce nouveau mur dans le cadre du paquet de mesures de 17 millions, engagé avec les Français. Nous avons réalisé la clôture et maintenant, nous passons au mur"*, a déclaré le ministre de l'Immigration, Robert Goodwill. Le mur de 4 mètres de haut et long d'un kilomètre devrait être terminé à la fin de l'année.